

Paris, le 20 janvier 2018

Chère Madame, Cher Monsieur,

Depuis plusieurs jours, vous manifestez dans toute la France pour alerter nos concitoyens sur vos conditions de travail et demander des comptes au gouvernement.

Au nom de Debout la France, je tenais à vous apporter tout mon soutien.

Vos revendications sont tout à fait légitimes.

Je me suis rendu depuis plusieurs années à la Maison d'Arrêt de Villepinte, en Seine-Saint-Denis (93), comme à celle de Fresnes, dans le Val de Marne (94).

Ces visites à chaque fois ont confirmé votre profond désarroi. La société et le pouvoir politique ont démissionné. Il n'y a actuellement ni répression, ni dissuasion, ni même réinsertion.

En vérité, votre mission est impossible à remplir tant le gouvernement est prisonnier de ses contradictions.

- Comment en effet faire fonctionner nos prisons lorsque le personnel manque et que la surpopulation carcérale explose ?
- Votre planning est décidé au dernier moment et vous pouvez être réquisitionnés jour et nuit avec pour seule compensation le paiement des heures supplémentaires.
- Comment prévoir une vie de famille, la garde des enfants sans savoir quel jour et à quelle heure on va travailler ?

Face à cela, les mesures proposées par le gouvernement sont dérisoires et même stupides pour certaines. Proposer une prime aux surveillants les plus agressés revient à cautionner la violence dans nos prisons. De même, le refus d'aborder le sujet crucial de la fouille des détenus prouve à quel point l'exécutif n'est pas à la hauteur des enjeux.

On comprend dans ces conditions votre découragement et votre sentiment de révolte quand vous pouvez vous faire insulter et tabasser dans l'indifférence générale.

Le résultat est là.

L'administration ne trouve pas de personnels suffisants et souvent après avoir formé des agents, ces derniers quittent au plus vite leur fonction pour rejoindre d'autres métiers.

Et je n'aborde pas les permissions de sortie beaucoup trop fréquentes, les scandaleuses réductions de peine.

En un mot, le laxisme de l'application des peines qui explique l'explosion de l'insécurité dans notre pays.

Enfin, la radicalisation en prison a de beaux jours devant elle surtout quand on sait qu'à la prison de Fresnes, par exemple, il n'y a qu'un seul agent chargé du renseignement pour 2700 détenus, surtout quand : **La prison n'est plus une sanction mais un hôtel !**

Pourtant notre système pourrait être rapidement redressé. La colonne vertébrale existe avec une administration pénitentiaire de bonne volonté, structurée avec des personnels de qualité.

Il faut simplement reprendre en main le système, y mettre des moyens financiers conséquents, rétablir la fouille des détenus, supprimer les permissions de sortie injustifiées, isoler les détenus terroristes ou islamistes radicaux.

Dans toutes les démocraties, un Etat de droit a besoin d'un système pénitentiaire ordonné et juste. Il suffit d'aller en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, pour comprendre la triste exception française qui est le pur produit d'une idéologie dévastatrice.

Pendant l'élection présidentielle, j'avais proposé des mesures de bon sens qui s'ordonnaient autour de quelques priorités simples :

- **Construction des 40 000 places indispensables** (moitié pour permettre des cellules individuelles, moitié pour permettre la simple application des 100 000 peines en suspens).
- **Rétablissement des fouilles systématiques** dans l'attente des équipements indispensables (les prisons sont bien moins équipées que nos aéroports !).
- **Rétablissement de vrais devoirs pour les prisonniers et de vrais droits pour les agents pénitentiaires** (nettoyage des cellules, fin des téléphones, réduction des permissions de sortie)
- Mise en œuvre d'un vrai **plan de travail des prisonniers.**
- Isolement réel des fondamentalistes musulmans.

Vous le savez bien, une autre politique est possible.

Je serai aux côtés des responsables de Debout la France de votre département pour vous témoigner de tout notre soutien.

Fidèlement

Nicolas Dupont-Aignan

Nicolas DUPONT-AIGNAN

Député de l'Essonne

Président de Debout la France

